

Résolution adoptée par le Congrès du PPE, à St Julian's (Malte), 29-30 mars 2017

Croissance inclusive : des avantages pour tous

La crise financière et économique de 2008 nous a amenés au bord de l'effondrement économique total. Nos économies se sont depuis remises et les gens ont retrouvé du travail. Cependant, tout le monde n'en ressent pas encore les effets. Nous voulons que tout le monde — jeunes et vieux, riches et pauvres, hommes et femmes, habitants des villes ou des campagnes — soit plus aisé. Il s'agit là de notre objectif premier.

Nos idéaux émanent de la lutte pour l'égalité des chances et de la garantie que tous peuvent en bénéficier. Nous pensons que seule une croissance économique durable peut déboucher sur une relance prospère à long terme. L'emploi est la source majeure de revenus pour de nombreux citoyens et leur plus grande protection contre la pauvreté. Le risque de pauvreté des personnes au travail est plus de trois fois inférieur par rapport aux chômeurs. Il faut mettre en place des politiques inclusives qui profitent à chaque frange de la société et à chaque citoyen. Nous sommes opposés à des politiques de dépenses publiques qui peuvent encourager la croissance à court terme mais débouchent, à long terme, sur l'inflation, la perte de compétitivité, le chômage et la pauvreté.

Il est nécessaire de renforcer les capacités des travailleurs afin de garantir leur succès : de nouvelles compétences, de la créativité, la capacité à utiliser les technologies numériques, une plus grande flexibilité et une volonté de s'ajuster. Nos politiques doivent appuyer nos citoyens lorsque ce soutien est nécessaire et nous devons fournir un filet de sécurité qui soit à la fois un tremplin afin d'aider les gens à rebondir lorsqu'ils sont au chômage et à retourner sur le marché du travail. L'économie sociale de marché est une excellente colonne vertébrale pour la formulation de politiques propices à ce type de croissance qui bénéficie à tous les groupes de la société et pas uniquement à quelques-uns. Après tout, nous sommes le parti *populaire* et nous nous efforçons de construire une société et une économie qui fonctionnent pour tous.

Aucun parti politique ne peut garantir l'emploi et le succès de chaque citoyen. L'équité est une valeur importante à nos yeux. Nous ne ferons donc pas de promesses que nous ne pourrions tenir. Cependant, nous pouvons élaborer des politiques qui créent un cadre permettant à chaque citoyen de réussir en développant et en maximisant ses talents et ses compétences professionnels. Pour nous, les principaux aspects sont l'éducation, le capital humain et l'égalité des chances dans une société entrepreneuriale.

Si environ 7 % de la population mondiale vit dans l'Union européenne, cette population représente environ 50 % des prestations sociales mondiales. L'Union européenne a le meilleur système social au monde et nous pouvons en être fiers. Le financement de notre modèle social se heurte à l'évolution démographique. Nous souhaitons dès lors la participation maximale de l'ensemble des citoyens en âge de travailler, ainsi que des réformes du secteur public orientées vers l'avenir. Nous voulons créer les conditions permettant à chacun de prospérer !

1. Soutenir la relance en remplissant les poches des Européens

De nombreuses personnes et familles ont été profondément meurtries par la crise économique et financière, mais aucun groupe n'a été aussi affecté que notre jeunesse. Bien que les chiffres du chômage soient généralement en baisse, le taux de chômage des jeunes dans l'UE-28 demeure trop élevé. Nous voulons apporter davantage de prospérité et de bien-être à notre citoyens — et rapidement — afin de permettre à tous de ressentir la réalité de la croissance économique. Nous devons continuer à mettre en œuvre des politiques couronnées de succès afin de soutenir la relance et de créer des emplois, et nous devons garantir que ces effets puissent être ressentis dans chaque ménage. Cela implique invariablement que nous poursuivions les réformes structurelles afin de renforcer l'efficacité du secteur public et le fonctionnement des marchés du travail, en proposant à nos citoyens des services et des emplois de qualité. Le PPE :

- constate que l'Union européenne a dépassé les niveaux de PIB de 2008 et connaît une relance constante ;
- invite les États membres de l'Union européenne à poursuivre la réforme des marchés du travail afin de renforcer leur flexibilité, de limiter le risque de chômage et, au final, de garantir que chacun ait accès à un emploi ;
- appelle les États membres de l'Union européenne à garantir que les politiques du marché du travail traitent les employés sur un pied d'égalité, qu'ils soient jeunes ou vieux, hommes ou femmes ;
- invite les États membres à encourager l'emploi de la jeunesse, en particulier à travers la mise en œuvre efficace et opportune d'initiatives de l'Union européenne, telle que la garantie pour la jeunesse ;
- appelle les États membres de l'Union européenne à continuer d'introduire des réformes structurelles afin de renforcer l'efficacité du secteur public et la qualité des services, si nécessaire à travers la privatisation d'éléments du secteur public ;
- invite les États membres de l'Union européenne et la Commission européenne à enfin apporter la touche finale à tous les projets de marchés uniques en cours, notamment le marché unique numérique, l'Union de l'énergie et l'Union des marchés de capitaux ; le PIB pourrait s'en trouver augmenté jusqu'à un billion d'euros ;
- appelle les États membres de l'Union européenne, avec les partenaires sociaux, à mettre en œuvre une stratégie pour l'emploi et l'inclusion des gens moins qualifiés, des travailleurs souffrant de handicap, des travailleurs d'origine migrante et d'autres groupes cibles, selon les caractéristiques spécifiques aux pays.

2. Encourager l'investissement pour un avenir plus riche

L'investissement est la clé de la prospérité économique, de l'innovation et de la croissance durable. Lors des élections européennes de 2014, nous avons promis d'investir davantage si nous l'emportions. Nous avons tenu cette promesse. Le plan Juncker a largement augmenté les investissements de plus de 160 milliards d'euros et a permis à plus de 385 000 petites et moyennes entreprises (PME) d'accéder au financement lors de la première année et demie de mise en œuvre du plan. Cela permettra de créer des millions de nouveaux emplois. Cependant,

nous n'en avons pas terminé : notre avenir dépend des investissements dans l'innovation, la recherche et le développement, ainsi que de l'exploitation des compétences et de la créativité de notre population et du renforcement de la productivité. Nous voulons que l'Europe soit le meilleur endroit, la rampe de lancement, de mise en œuvre et de développement des entreprises. Le PPE :

- constate que les investissements sont inférieurs d'environ 2 % du PIB à la moyenne historique à long terme ;
- encourage les États membres à élaborer des budgets gouvernementaux intelligents, avec une plus grande place pour des investissements gouvernementaux sources de croissance économique, comme ceux en faveur des infrastructures et de l'innovation ;
- salue la proposition de la Commission européenne de doubler le Fonds européen pour les investissements stratégiques d'ici à 2022 ;
- invite les États membres à réduire la charge administrative sur les investissements en fonds propres afin d'encourager l'investissement dans les entreprises en pleine croissance ;
- invite les États membres à faire passer une proposition de la Commission européenne sur une Union des marchés de capitaux afin de fournir aux entreprises de toutes tailles un meilleur accès au financement, en particulier dans les pays dotés de marchés financiers et de capitaux-risques moins développés ;
- invite les États membres à introduire des propositions d'un Fonds des fonds européen afin de faciliter la mise en commun des ressources et de permettre d'investir davantage dans les entreprises européennes en pleine croissance ;
- invite les institutions européennes et les États membres à mettre rapidement en œuvre l'initiative « start-up et scale-up », afin d'aider les jeunes entreprises à demeurer et à prospérer en Europe, et de mettre en place les conditions propices pour devenir les prochains leaders mondiaux ;
- invite l'Union à continuer à réduire les réglementations et à éviter d'en adopter de nouvelles sur le développement des nouvelles technologies.

3. Investir dans des compétences à l'épreuve des robots pour un emploi plus sûr

Le monde change de plus en plus rapidement. Nos systèmes éducatifs doivent suivre le rythme. Il faut davantage investir dans la formation pour doter de nouvelles compétences ceux qui sont déjà sur le marché du travail, ainsi que les enfants et les jeunes qui effectuent actuellement leur cursus scolaire. L'investissement public fondamental dans le capital humain — notamment les secteurs de la santé et de l'éducation — peut donner des résultats probants à long terme. Ce n'est qu'en mettant en œuvre le principe d'apprentissage tout au long de la vie que nous pouvons trouver des solutions aux divers défis auxquels nous sommes confrontés afin de conserver les employés et d'améliorer les compétences de ceux qui exercent les professions qui risquent le plus d'être remplacées ou de changer profondément — notamment les compétences numériques, l'agilité intellectuelle, les compétences sociales, la créativité et les attitudes collaboratives — afin de contribuer à la réussite future de nos jeunes. Les compétences gagneront en importance dès lors que les citoyens devront changer d'emploi, de profession et de secteur plus fréquemment que par le passé. De plus, certains emplois, en particulier les moins

qualifiés et ceux qui seront aisément automatisés, disparaissent avec l'évolution des technologies. L'accès de tous les citoyens, à tous les stades de leur vie et de leur carrière, à une éducation de qualité, sera la clé vers une véritable égalité des chances. Dans de nombreuses nouvelles activités, la différence entre travail salarié et indépendant est devenue plus vague. En tant que parti qui soutient la méritocratie, nous devons nous assurer que le travail continue à être rémunéré de manière équitable. Le PPE :

- constate que la recherche conclut qu'une éducation préscolaire de qualité joue un rôle important dans la promotion de l'égalité et dans la préparation des enfants à l'éducation formelle.
- constate que l'éducation est un processus qui débute dès le plus jeune âge et doit se poursuivre tout au long de la vie afin de garantir la préparation à tous les défis auxquels nous pouvons être confrontés ;
- appelle les États membres à investir dans des systèmes d'éducation et de formation à tous les niveaux, de la maternelle au troisième cycle, à l'enseignement et à la formation professionnels et au-delà, afin que les systèmes éducatifs européens deviennent les plus compétitifs et novateurs au monde. Il convient en particulier de redoubler les efforts visant à réduire le taux d'abandon scolaire ;
- invite les États membres à garantir que tous les citoyens puissent jouir d'une éducation et d'une formation gratuites ou abordables de qualité.
- invite les États membres à investir dans une éducation des adultes de qualité afin de garantir aux citoyens l'accès à des programmes d'amélioration des compétences et de recyclage.
- invite les États membres à collaborer avec les partenaires sociaux, notamment les employeurs, afin de garantir que les programmes d'éducation et de formation équipent les citoyens de compétences adaptées et encouragent la formation sur le lieu de travail, notamment en élargissant la formation axée sur le travail, en apprentissage par exemple ;
- invite les États membres à améliorer les informations sur les besoins et les tendances en matière de compétences et à soutenir le développement de stratégies de compétences au niveau national, régional et sectoriel, afin de soutenir des approches novatrices qui peuvent aider à orienter l'innovation.

4. Encourager des politiques sociales de qualité : tremplin

Défendre l'économie sociale de marché implique de soutenir les gens lorsqu'ils sont en difficulté. La solidarité est certes l'une de nos valeurs centrales mais elle doit s'accompagner de l'équité et du sens des responsabilités. Nous nous engageons à aider ceux qui sont dans le besoin, tout en aspirant à la participation maximale de l'ensemble des citoyens en âge de travailler. Ce que nous voulons donc, c'est accorder la priorité à des politiques actives qui aident les gens à retourner sur le marché du travail aussi rapidement que possible. Nous aurons besoin de la contribution de tous, d'autant plus que la population en âge de travailler continue à décliner en termes relatifs. Les gens doivent être traités avec respect lorsqu'ils sont confrontés à des difficultés et il faut les aider à avancer. Les modèles de marchés du travail évoluent. C'est pourquoi nous devrions repenser nos politiques sociales afin de gérer efficacement les besoins de nos citoyens dans un monde en évolution rapide. Le PPE :

- constate que l'inégalité des salaires dans l'Union européenne a décliné entre 1994 et 2008 avant de stagner ;
- constate que la pauvreté absolue dans l'Union européenne diminue et est devenue extrêmement rare, même si le risque de pauvreté et d'exclusion sociale demeure une réalité pour certains, y compris pour 10 % des travailleurs européens ;
- réaffirme que la politique sociale est une compétence partagée et que dans toutes les décisions les principes de subsidiarité et de proportionnalité doivent être respectés : il faut renforcer la dimension sociale au sein de l'Union européenne ;
- affirme que les politiques sociales doivent être décidées et mises en œuvre de concert avec les acteurs sociaux, en particulier les partenaires sociaux ;
- invite les États membres à réformer leurs systèmes sociaux en anticipant l'évolution des modèles de marché du travail ;
- invite les États membres à investir dans des politiques actives de marché du travail afin de promouvoir la création d'emplois et de prévenir, tant que faire se peut, les problèmes sur le marché du travail ;
- invite les États membres à accorder une attention particulière à garantir que les politiques sociales encouragent et soutiennent toujours la recherche et l'acceptation d'un emploi ;
- demande que des mesures d'incitation soient mises en place afin de garantir qu'une personne bénéficie clairement de sa participation à l'emploi plutôt que de demeurer dans le système d'aide sociale ;
- invite les États membres à introduire des services électroniques afin de maximiser l'efficacité des services publics dans la simplification administrative tout en bénéficiant aux citoyens en leur offrant un meilleur accès aux services sociaux.

5. Une société juste, où chacun fait sa part

Dans nos sociétés, nos citoyens doivent considérer les politiques et les législations comme justes. Nous devons garantir que chacun contribue équitablement à la prestation des services dont nous bénéficions tous. Toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, doivent être traitées de la même manière. Il ne peut y avoir des failles permettant à certaines d'entre elles dans le seul but de les faire bénéficier d'avantages financiers ou autres qui ne sont pas disponibles pour toutes les entreprises. Il en va de même pour les citoyens : chacun, riche ou pauvre, doit contribuer. Nous devons lutter contre l'évasion fiscale par respect pour l'équité et pour éviter qu'une minorité contribue pour l'ensemble des citoyens. La fiscalité est une compétence nationale, mais l'Union européenne doit également contribuer à la lutte contre l'évasion fiscale.

Le PPE :

- appelle les États membres à garantir que leurs systèmes fiscaux nationaux traitent l'ensemble des entreprises sur un pied d'égalité, afin qu'aucune d'entre elles n'échappe à ses responsabilités ;
- invite les États membres et la Commission européenne à coopérer plus efficacement au niveau international dans la lutte contre l'évasion fiscale ;

- invite les États membres et la Commission européenne à garantir que des impôts soient versés là où des bénéfices sont réalisés et que les systèmes fiscaux nationaux évitent la double imposition.